

Février 2010

Le rapport 2009 de la Centrale des Crédits aux Particuliers annonce-t-il une poussée du surendettement ?

Analyse réalisée pour l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement par Duvivier R. (économiste) et
Noël D. (coordinateur scientifique)

Contacts et informations : Romain Duvivier – Economiste

Editeur responsable : Denis Martens - Directeur

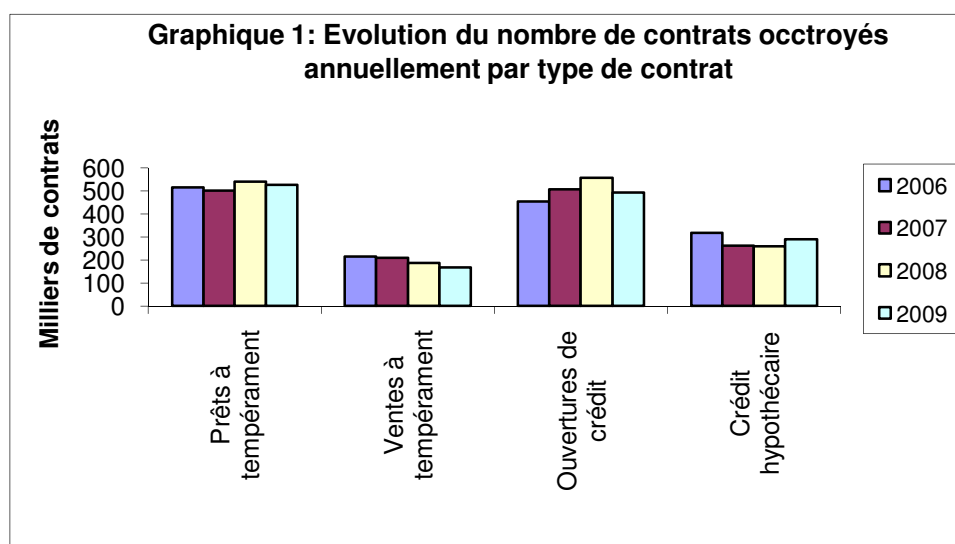
Observatoire du Crédit et de l'Endettement
Place Albert 1er, 38
6030 Marchienne-au-Pont
Belgique
T: 071/33.12.59
F: 071/32.25.00

La Centrale des Crédits aux Particuliers (CCP) de la Banque Nationale Belge (BNB) vient de publier son rapport lié aux données de l'année 2009. L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement propose une analyse des principales tendances révélées par ce rapport. Dans un premier point, nous analyserons rapidement le volet positif de la CCP (nombre de nouveaux contrats de crédit enregistrés). Dans un second point, nous nous demanderons dans quelle mesure les statistiques publiées par la BNB peuvent traduire une augmentation du surendettement ou de l'endettement problématique. Dans un dernier point, nous rappellerons les principaux résultats obtenus par l'Observatoire sur les raisons profondes pouvant expliquer l'origine du surendettement des ménages wallons.

1°) Evolution du nombre de contrats :

Pour 2009, le rapport de la BNB annonce une diminution de 4.2% dans le nombre total de contrats octroyés. L'essentiel de cette baisse se serait, toutefois, produite au premier semestre. L'Observatoire attire l'attention sur le fait que l'importance ainsi que le sens des évolutions varie de manière significative selon le type de contrat de crédit considéré.

Comme montré dans le graphique 1 ci-dessous, si l'on ne considère que le crédit à la consommation, la tendance globale est à la baisse. La consommation des ménages constitue le principal moteur du crédit à la consommation. En période de conjoncture économique moins favorable, le retrait de la consommation a un impact direct sur les demandes de ce type de crédit. Les données concernant la consommation des ménages ne sont pas encore disponibles pour 2009. Toutefois, les prévisions faites par la BNB et l'OCDE tablaient respectivement sur des taux de croissance négatif de 1.6% et 1.7%. En 2008, la croissance de la consommation des ménages était de 1% selon l'ICN (Institut des Comptes Nationaux).



Source : graphique OCE sur données BNB (CCP)

Pour les ventes à tempérament, la baisse observée semble liée à une tendance de fond déjà observée les années antérieures. Depuis 2006, les prêts à tempérament ne montrent aucune tendance claire. Après une légère baisse en 2007, on observe un redressement courant 2008 qui, dès 2009, se solde par une nouvelle baisse de 2.56% permettant d'atteindre un volume proche de celui observé en 2006 et 2007. Le nombre de contrats d'ouvertures de crédit connaît une diminution qui intervient après des années de croissance continue. Le nombre de contrats de crédit hypothécaire connaît, quand à lui, une hausse de 12 % entre 2008 et 2009. Cette hausse intervient après deux années de baisse successives. Le nombre de prêts octroyés reste inférieur à celui de 2006. Certains observateurs mettent en avant des baisses moyennes des prix de l'immobilier qui, suivant les régions, peuvent aller de 5 à 10% (voir données publiées par la SPF Economie¹). Cette baisse des prix est susceptible d'expliquer l'augmentation observée dans le nombre de candidats emprunteurs.

Le tableau 1 (voir infra) montre l'évolution du montant moyen des contrats de crédit par type de contrat. Nous remarquons, premièrement, que les sommes engagées varient fortement selon le type de contrat considéré. Deuxièmement, pour la période 2007-2008, nous observons une diminution du montant moyen des prêts à tempérament, lequel rejoint le montant moyen observé en 2007. Le montant moyen des crédits hypothécaires, quand à lui, a diminué de 6.08% entre 2008 et 2009. Cette évolution est sans doute à mettre en lien avec l'évolution du prix moyen des biens immobiliers mise en évidence ci-dessus. Pour le surplus, aucune évolution significative ne ressort de l'analyse des chiffres du tableau 1.

	Tableau 1 : montant moyen des nouveaux contrats			
	2006	2007	2008	2009
Prêts à tempérament	14.116 €	15.078 €	15.416 €	15.005 €
Ventes à tempérament	3.949 €	4.683 €	4.968 €	5.052 €
Ouvertures de crédit	5.730 €	6.141 €	5.474 €	5.739 €
Crédits hypothécaires	93.186 €	99.814 €	99.375 €	93.332 €

Source : BNB (CCP)

Bien qu'intéressantes, ces évolutions n'apportent pas vraiment d'éléments significatifs à la compréhension du phénomène de surendettement et d'endettement problématique qui intéressent plus particulièrement le présent rapport. Ces évolutions seront analysées de manière plus approfondie dans des travaux ultérieurs de l'Observatoire.

¹ Les statistiques sur les « Ventes de Bien Immobiliers » sont publiées par le SPF-Economie sur base de données provenant du Cadastre du SPF Finances. Voir : <http://economie.fgov.be> (rubriques statistiques et analyses/Economie/construction et industrie).

2°) Etat des lieux du surendettement : éléments ressortant du rapport 2009 de la CCP

Chaque année, à partir des données de la Centrale des Crédits aux Particuliers de la BNB, l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement propose d'identifier des *indicateurs du nombre de ménages et de personnes surendettées* en Belgique et en Région wallonne. Plus particulièrement, l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement propose d'approcher le « risque de surendettement » au moyen de deux types d'indicateurs :

1°) Les premiers indicateurs sont issus des données du *volet négatif* de la CCP. Il convient de préciser que ces données doivent être interprétées avec prudence.

D'une part, une personne enregistrée pour un ou plusieurs crédits défaillants ne doit pas forcément être considérée comme en situation de surendettement. Le surendettement se définit comme une incapacité durable à rembourser ses dettes à partir de ses revenus courants². Il est tout à fait envisageable qu'une personne soit en situation de défaut de paiement suite à une négligence, un litige avec le prêteur ou en raison de difficultés financières passagères. Un enregistrement indiquera, tout au plus, que cette personne est dans une situation d'endettement relativement problématique et, de ce fait, est exposée à un « risque de surendettement » plus élevé. Ce « risque de surendettement » ne se traduira pas toujours en situation réelle de surendettement. Pour une même personne, le « risque de surendettement » sera d'autant plus important qu'elle accumulera plusieurs défauts de paiement.

D'autre part, nous devons considérer qu'une situation de surendettement n'est pas toujours conditionnée par un enregistrement dans le volet négatif de la CCP. Nous le verrons plus loin, certaines personnes aidées par les services de médiation de dettes n'ont contracté aucun crédit.

2°) Le deuxième indicateur nous permettant d'approcher le surendettement est constitué du *nombre de personnes bénéficiant de la procédure de règlement collectif de dettes*. Ces données sont également fournies par la CCP.

A) Analyse des défaillances de paiement en matière de crédit

Le volet négatif de la CCP enregistre les emprunteurs qui accusent au moins un défaut de paiement affectant un crédit à la consommation au sens de la loi du 12 juin 1991 ou un crédit logement au sens de la loi du 4 août 1992.

² Article 1675/2 du Code judiciaire ; « Towards a common operational European definition of over-indebtedness », Observatoire de l'Épargne Européenne, University of Bristol – Personal Finance Research Centre, Centre for European Policy Studies, février 2008, <http://www.oee.fr>

A1 – Un premier indicateur du « risque de surendettement » : la proportion de la population majeure en défaut de paiement d'un crédit

Le rapport de la BNB montre que, en 2008, 344.072 Belges étaient enregistrés dans le volet négatif pour un ou plusieurs défauts de paiement, soit 4.06 % de la population majeure belge. En 2009, 356.611 personnes, représentant 4.17% de la population majeure, y seront comptabilisées. Entre 2008 et 2009, l'augmentation du nombre de Belges en défaut de paiement est de 3.64%. Comme le montre le tableau 2 (voir infra), la proportion de la population majeure « fichée » varie de manière significative d'une région à l'autre. Sans surprise, la Wallonie détient le record en termes de défauts de paiement.

Tableau 2 : part de la population majeure enregistrée dans le fichier négatif par région :			
	Région wallonne	Région flamande	Bruxelles-Capitale
2008	5.7%	2.7%	4.9%
2009	5.9%	2.8%	5.2%

Source : calculs de l'OCE sur base des données de la BNB (CCP) et du SPF Economie (Population)

L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement note que les disparités régionales s'accroissent à mesure que l'on raisonne à une échelle spatiale plus fine. Le tableau 3 permet de comparer la proportion de la population de chaque province enregistrée dans le fichier négatif. Le Brabant Flamand, par exemple, ne compte que 2.4% de sa population majeure ayant au moins un défaut de paiement. Ce même taux sera respectivement de 6.9% et 5.7 % pour les provinces du Hainaut et de Liège. Au niveau des arrondissements, c'est Charleroi qui détient le record : 8.3% de la population majeure est en défaut de paiement. A la lecture de ces chiffres, nous devons constater que le phénomène de surendettement se polarise dans les parties du pays les plus vulnérables sur le plan socio-économique. Nous attirerons l'attention sur le fait que les Belges sont loin d'être égaux face aux dangers du surendettement.

Tableau 3 : part de la population majeure de chaque province enregistrée dans le fichier négatif	
Province d'Anvers	2,90%
Province du Brabant Flamand	2,40%
Province du Brabant Wallon	3,50%
Province du Hainaut	6,90%
Province de Liège	5,70%
province de Limbourg	2,90%
Province de Luxembourg	4,80%
Province de Namur	5,50%
Province de Flandre Orientale	3%
Province de Flandre Occidentale	5,20%

Source : données de la BNB (CCP)

A2 – Sur base de cet indicateur, quelles évolutions peut-on percevoir dans le « risque de surendettement » ?

La Wallonie semble donc dans une situation bien plus délicate que les autres parties du pays. Cependant, afin de compléter l'analyse, l'Observatoire propose de raisonner en termes d'évolution du nombre de personnes défaillantes. Entre 2008 et 2009, la Belgique a connu une hausse de 3,64% du nombre de personnes enregistrées pour au moins un défaut de paiement. Pour la Région wallonne, ce taux de croissance n'était que de 2.56% contre 3.92% pour la Flandre et 6.98% pour Bruxelles. Le tableau 4 montre que cette différence de taux existait déjà l'année dernière.

	Tableau 4 : taux de croissance du nombre de personnes ayant au moins un défaut de paiement		
	2007-2008	2008-2009	2007-2009
Belgique	1,52%	3,64%	5,22%
Région wallonne	0,67%	2,54%	3,22%
Région flamande	1,66%	3,92%	5,65%
Région de Bruxelles-Capitale	3,12%	6,98%	10,31%

Source : calculs de l'OCE sur base des données de la BNB (CCP)

Comme le montre le tableau 5, la situation de la Wallonie est également inquiétante lorsque l'on mesure l'importance de cette région dans le total des personnes en défaut de paiement. Cependant, l'Observatoire note, ici aussi, une légère amélioration sur la période 2007-2009. Nous pouvons penser que ce début d'évolution positive est attribuable aux efforts mis en place par les institutions et autorités wallonnes compétentes en matière de prévention et de lutte contre le surendettement.

	Tableau 5 : importance de chaque région dans le total des personnes en défaut de paiement		
	2007	2008	2009
Wallonie	45,71%	45,33%	44,85%
Flandre	39,38%	39,44%	39,55%
Bruxelles-Capitale	11,70%	11,88%	12,26%

Source : calculs de l'OCE sur base des données de la BNB (CCP)

Bien entendu, les chiffres précédents sont à mettre en relation avec la répartition de la population majeure entre les régions belges. En 2009, la Wallonie comptait approximativement 32 % de cette population, la Flandre 58 % et la Région de Bruxelles-Capitale en comptait 10 %. En tenant compte la part que représente la population de chaque région dans la population belge, les populations wallonne et bruxelloise sont surreprésentées parmi les personnes ayant accusé un défaut de paiement en matière de crédit.

A3 – Vers un autre indicateur du « risque de surendettement » : la proportion d'emprunteurs défaillants

La plupart des observateurs apprécient le « risque de surendettement » en déterminant le pourcentage des personnes ayant au moins un défaut de paiement dans la population majeure. L'Observatoire pense que cette approche du « risque de surendettement », qui est celle suivie par la BNB et qui a été présentée au point A1, peut nous conduire à des interprétations incomplètes voire erronées.

En effet, nous savons que, comparativement aux habitants du Nord du pays, les Wallons ont une plus forte tendance à recourir au crédit. En 2009, 62.81% de la population majeure wallonne avait au moins un crédit en cours contre 54.7% pour la Flandre. Ce taux n'est que de 52.22 % pour Bruxelles-Capitale. Cette attitude différente par rapport au crédit pourrait trouver sa source dans des habitudes socioculturelles. Au vu de cette différence, il semble cependant logique que, lorsqu'il fait intervenir la population majeure totale, le taux de défaut de paiement soit supérieur en Wallonie.

Pour tenir compte de cette attitude différente par rapport au crédit, l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement propose d'apprécier le « risque de surendettement » en déterminant le pourcentage que représentent les emprunteurs défaillants dans l'ensemble des emprunteurs enregistrés dans la CCP. En outre, il est proposé de calculer ce pourcentage par zone géographique. Le tableau 6 montre la valeur de ce taux pour l'ensemble des provinces et régions belges et pour les trois dernières années.

Tableau 6 : pourcentage des emprunteurs défaillants dans la population totale des emprunteurs par région et par province			
	2007	2008	2009
Région flamande	5,17%	5,12%	5,21%
- <i>Province d'Anvers</i>	5,24%	5,25%	5,38%
- <i>Province du Brabant flamand</i>	4,31%	4,30%	4,38%
- <i>Province du Limbourg</i>	5,17%	5,07%	5,17%
- <i>Province de Flandre orientale</i>	5,53%	5,45%	5,55%
- <i>Province de Flandre occidentale</i>	5,43%	5,34%	5,34%
Région wallonne	9,43%	9,30%	9,40%
- <i>Province du Brabant wallon</i>	5,53%	5,47%	5,65%
- <i>Province du Hainaut</i>	10,88%	10,73%	10,89%
- <i>Province de Liège</i>	9,54%	9,38%	9,46%
- <i>Province du Luxembourg</i>	7,87%	7,88%	7,87%
- <i>Province de Namur</i>	8,97%	8,81%	8,82%
Région de Bruxelles-Capitale	9,86%	9,80%	10,22%
Total Belgique	7,24%	7,16%	7,28%

Source : calculs de l'OCE sur base des données de la BNB (CCP)

Le tableau 6 montre que, en 2009, 9.4 % des emprunteurs wallons sont concernés par au moins un défaut de paiement. Ils étaient 9.3% en 2008. Ce taux est de 10.22% pour Bruxelles et 5.21% pour la Flandre. Cette manière de considérer le risque de surendettement ne remet pas en cause l'écart très net observé entre la Wallonie et la Flandre. Par contre, il semble bien que la Wallonie soit dans une situation légèrement moins défavorable que celle de la Région de Bruxelles-Capitale. Cette différence n'apparaissait pas lorsque nous nous intéressions à la proportion de la population majeure reprise dans le fichier négatif. Les pourcentages obtenus étaient respectivement de 5.9% pour la Wallonie, 5.2% pour la Région de Bruxelles-Capitale et 2.8% pour la Flandre.

A4 – Sur base de ce second indicateur, quelles évolutions peut-on percevoir dans le « risque de surendettement » ?

Nous avons constaté que le risque d'endettement problématique augmentait moins rapidement en Région wallonne entre 2007 et 2009. Cependant, cette évolution n'avait pas été confrontée à la croissance plus ou moins rapide qu'a connue dans le même temps le nombre des emprunteurs. Que constatons-nous si nous prenons en considération cette dernière évolution et son intensité, autrement dit, l'évolution dans le temps du second indicateur mentionné au point A3 ?

Au vu de ce second indicateur du « risque de surendettement », il semblerait que la crise ait eu un effet assez comparable au Nord et au Sud du pays. En effet, entre 2004 et 2009, le pourcentage des emprunteurs défaillants est passé de 7.98% à 7.28% pour la Belgique et, en particulier, a diminué de 1% pour la Wallonie contre 0.53% en Flandre et 0.37% pour Bruxelles-Capitale (voir tableau 7 infra). Par contre, entre 2008 et 2009, le pourcentage des emprunteurs en défaut de paiement dans le nombre total des emprunteurs a augmenté dans toutes les régions et provinces belges (voir tableau 6 supra). L'augmentation la plus importante est rencontrée dans la Région de Bruxelles-Capitale. Si l'on compare les années 2007 et 2009, on observe une très légère augmentation du pourcentage en question pour la Flandre. Mais, dans cette région comme en Wallonie, ce taux a diminué depuis 2004. Ces évolutions ne sont donc pas suffisamment nettes pour affirmer que le risque d'endettement problématique ou de surendettement évolue plus rapidement en Flandre. Tenir compte du second indicateur nous conduit donc à relativiser les constats que nous avons faits sur base du premier indicateur. Tout au plus, nous devons considérer que, ces deux dernières années, la Flandre et la Wallonie n'ont connu aucune évolution divergente en matière d'endettement problématique, la situation wallonne restant, bien entendu, nettement plus problématique que la situation flamande.

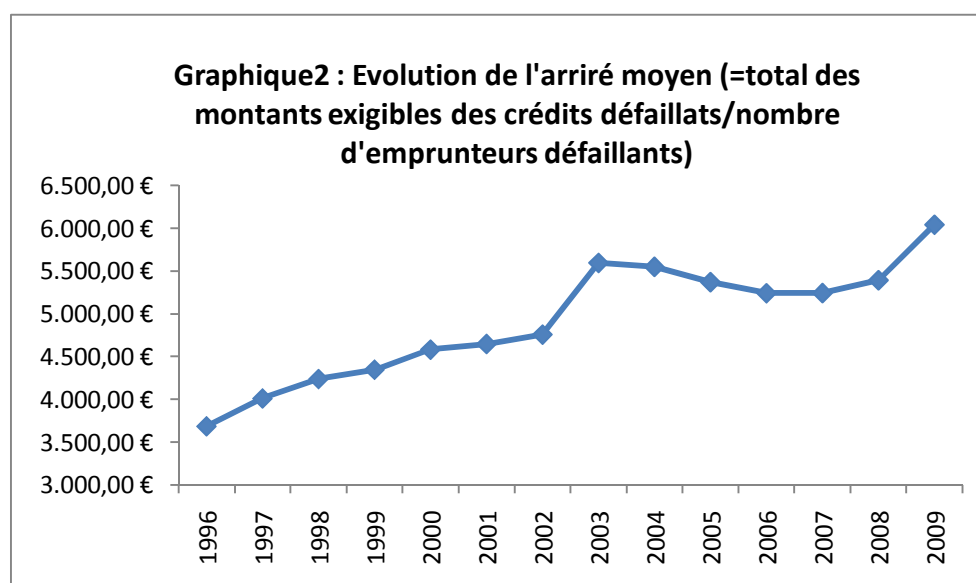
	Tableau 7 : pourcentage des emprunteurs défaillants (en %)			
	2004	2007	2008	2009
Région de Bruxelles-Capitale	10,59%	9,86%	9,80%	10,22%
Région wallonne	10,41%	9,43%	9,30%	9,40%
Région flamande	5,74%	5,17%	5,12%	5,21%
Total Belgique	7,98%	7,24%	7,16%	7,28%

Source : Calcul OCE sur données BNB (CCP)

A5 – Plus de défauts de paiement ... mais aussi une plus grande difficulté à faire face à ceux-ci !

Deux évolutions rapportées par la BNB nous conduisent à penser que, par rapport à 2008, les ménages en défaut de paiement ont de plus en plus de mal à faire face à leur situation financière. Entre 2008 et 2009, le nombre de contrats en défaut de paiement non-apurés a progressé de 4.4 %. Sur la même période, le nombre de régularisation a diminué de 2.4%.

L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement souligne que, s'agissant d'apprécier le risque de surendettement, ces chiffres ont une portée encore plus significative que l'augmentation des défauts de paiement déjà mise en évidence plus haut. Ces chiffres nous prouvent que les défauts de paiement relèvent de situations qui, dans l'ensemble, deviennent plus difficiles à gérer. Compte tenu de ces évolutions statistiques, l'Observatoire craint en effet que des défauts de paiement « ponctuels » ne se muent en difficultés financières à caractère plus « structurel ». Or, le surendettement se définit comme une incapacité durable à assumer ses dettes. Cette évolution risque donc d'avoir des répercussions significatives en termes de surendettement.



Source : calculs et graphique OCE sur base des données de la BNB (CCP)

Des chiffres éloquentes ressortent également du rapport de la BNB lorsque l'on s'interroge sur le montant des arriérés (voir graphique 2 supra). Entre 2008 et 2009, celui-ci a progressé de 16.1%. L'Observatoire a calculé que, pour les personnes en défaut de paiement, l'arriéré moyen est de 6 042 euros en 2009 contre 5 394 € pour l'année 2008, soit une augmentation de 12%. Cette dernière évolution peut, elle aussi, être vue comme le signe d'une plus grande difficulté, pour les emprunteurs défaillants, à faire face à une situation financière difficile. Le graphique 2 montre que cette augmentation de l'arriéré moyen s'opère particulièrement entre 2008 et 2009.

B) Les données relatives au règlement collectif de dettes.

Les particuliers se trouvant dans une situation de surendettement peuvent introduire une demande de règlement collectif de dettes. Lorsque les conditions définies par la loi sont réunies, la demande sera jugée admissible par le juge du tribunal du travail et fera l'objet d'un enregistrement dans la CCP. Une fois entamée, la procédure de règlement collectif aura pour double objectif de permettre à la personne surendettée de régler ses dettes dans la mesure du possible tout en conservant une vie conforme à la dignité humaine. Certaines données relatives à la procédure de règlement collectif étant comptabilisées dans la CCP, l'Observatoire y trouve un indicateur supplémentaire permettant d'apprécier le phénomène de surendettement.

En 2008, 70.168 procédures de règlement collectif de dettes étaient enregistrées. Ces dernières impliquaient environ 0,83 % de la population belge majeure. En 2009, ce sont 78.147 procédures qui sont comptabilisées, soit 0.91% de la même population. Le tableau 8 montre la proportion des procédures enregistrées dans chacune des régions du pays pour 2008 et 2009.

Tableau 8 : proportion du total des procédures de RCD de chaque région		
	2008	2009
Région wallonne	41.29%	41.65%
Région flamande	47.93%	47.70%
Région de Bruxelles-Capitale	10.78%	10.65%

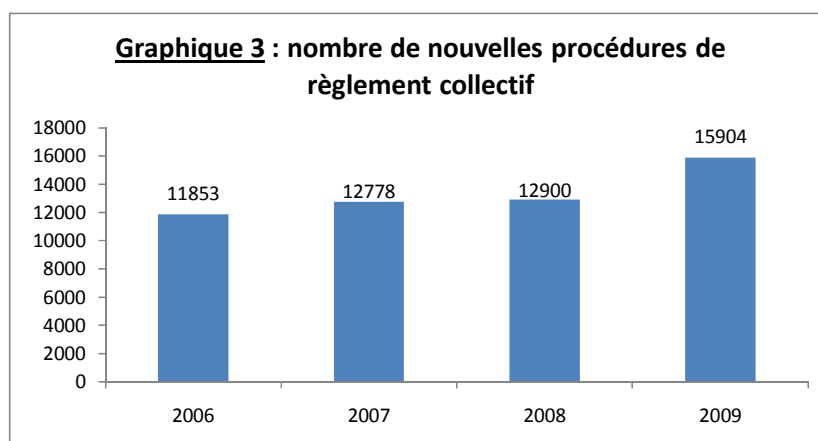
Source : calculs de l'OCE sur base des données de la BNB (CCP)

On remarque une légère augmentation de la proportion des procédures enregistrées en Région wallonne. Il est tentant d'interpréter cette évolution comme étant le signe d'une aggravation du surendettement en Wallonie. L'Observatoire insiste toutefois sur le fait que, comme pour tous les indicateurs du risque de surendettement, un certain nombre de précautions sont nécessaires lors de l'interprétation. Les personnes en situation réelle de surendettement mais ne souhaitant pas recourir à la procédure de règlement collectif ne sont, bien entendu, pas reprises par cet indicateur. Une augmentation dans le nombre total de dossiers de règlement collectif pourrait très bien être le simple fait d'une plus grande

volonté, de la part des Wallons, de recourir à une procédure leur permettant de remédier à une situation de surendettement.

Par ailleurs, le nombre total de procédures de règlement collectif inclut toutes les procédures en cours depuis le 1er janvier 1999. Ce chiffre inclut également les procédures qui ont pris fin mais dont le délai d'enregistrement n'a pas encore expiré. Une analyse portant sur le nombre total de procédures ne nous permet pas d'avoir une idée précise sur les difficultés financières des ménages à un moment donné.

L'Observatoire considère que le nombre de nouvelles procédures enregistrées une année donnée est une variable susceptible d'être influencée par la conjoncture économique. Une augmentation dans le nombre de procédures admises traduit une augmentation dans le nombre de demandes de règlement collectif. A son tour, un plus grand attrait pour la procédure de règlement collectif peut être vu comme le signe de difficultés financières grandissantes de la part des ménages. Le graphique 3, repris du rapport de la BNB, montre une légère évolution dans le nombre de nouvelles procédures entre 2006 et 2008. Entre 2008 et 2009 l'évolution est plus nette. Le nombre de nouvelles procédures passe de 12.900 à 15.904, soit une augmentation de 23.3 %. Cette dernière donnée n'est pas disponible à l'échelle régionale.



Source : BNB (CCP)

Que s'est-il réellement passé entre 2008 et 2009 ? On peut penser que cette augmentation est attribuable à la crise économique. Les indices des prix publiés par l'ICN montrent que, au premier semestre 2008, l'inflation a été particulièrement forte. Pendant toute cette année, le revenu disponible des ménages n'a que très légèrement augmenté (ICN). Cette situation conjoncturelle particulière et son impact en termes de pouvoir d'achat a dû accroître les difficultés financières des ménages les plus vulnérables. Elle peut expliquer une augmentation des demandes de règlement collectif. A ce titre, les difficultés financières des ménages (liées au chômage économique, aux licenciements, etc.) risquent de perdurer vu qu'aucune réelle reprise économique n'est attendue avant 2011.

Toutefois, l'Observatoire souhaite attirer l'attention sur le fait qu'une partie des demandes de règlement collectif jugées admissibles en 2009 peuvent être liées à des demandes antérieures. Nous devons, d'une part, considérer qu'un laps de temps minimum est nécessaire entre la volonté d'introduire une procédure et le moment où celle-ci est jugée admissible. D'autre part, en 2007, le contentieux du règlement collectif de dettes a été transféré de la juridiction des saisies vers la juridiction du travail. Dans certains arrondissements, un arriéré n'est-il pas apparu du fait de cette période de transition ? Dans l'affirmative, une partie de la hausse constatée entre 2008 et 2009 pourrait s'expliquer par la résorption de cet arriéré.

3°) Les causes profondes du surendettement en Wallonie : principales tendances ressortant des travaux de l'Observatoire

Chaque année, l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement collecte des données auprès des services de médiation de dettes wallons. Mises en parallèle avec les données de la CCP, ces données permettent de comprendre les tendances fondamentales observées en ce qui concerne l'endettement problématique ou le surendettement.

La grande majorité des personnes consultant les services précités présentent un profil caractéristique de ceux qui sont susceptibles de connaître la précarité³. Effectivement, il apparaît de longue date que les personnes qui ne vivent pas en couple (68,4% des dossiers) sont particulièrement exposées au risque de surendettement. Dans 70.2% des dossiers, il apparaît que le demandeur est sans emploi et, dans 75.5 % des dossiers, le ménage n'est pas propriétaire du logement qu'il occupe.

Par ailleurs, le revenu moyen des ménages suivis par les services de médiation de dette n'était que de 1.361,97 euros en 2008⁴. Un tel constat est corroboré par le fait que, selon les données de la CCP, la population des régions les plus sinistrées sur le plan socio-économique accusent davantage de défauts de paiement en matière de crédit.

Pour chaque dossier de médiation de dettes analysé, l'Observatoire interroge le médiateur sur la cause principale qui, selon lui, a conduit le ménage à connaître un endettement problématique. Dans 34.7 % des dossiers analysés en 2008, le médiateur affirme que la cause la plus profonde est liée à une insolvabilité structurelle. Les revenus étant trop faibles pour couvrir les besoins vitaux, le ménage ne parvient rapidement plus à faire face aux dépenses courantes. En 2007, l'insolvabilité structurelle n'apparaissait que dans 30 % des dossiers. Si les revenus de remplacement ne permettent pas de mener une vie décente, la crise économique actuelle pourrait renforcer cette tendance et la précarité qui n'en est que le corollaire.

³ R. Cherenti, « Mesure anthropométrique de l'homme le plus pauvre de Wallonie », Fédération des CPAS wallons, Namur, janvier 2010.

⁴ Notons que, selon les critères publiés par le SPF Economie, PME, Classes Moyennes et Energie (octobre 2009), une personne seule devant vivre avec moins de 878 euros nets par mois est considérée comme étant pauvre. Il en est de même d'un ménage comprenant deux adultes et deux enfants et disposant de moins de 1.844 euros nets par mois.

De surcroît, une part croissante des personnes consultant les services précités connaissent des difficultés financières même s'elles n'ont pas de crédit à rembourser⁵. L'endettement est alors exclusivement constitué de dettes dues notamment aux autorités publiques (impôt des personnes physiques, taxes diverses)⁶, pour l'occupation d'un logement⁷ ou la fourniture de soins de santé⁸. On peut dès lors supposer qu'une partie des ménages qu'elles forment ou dont elles font partie disposent d'un faible niveau de revenus étant donné que ceux-ci ne leur permettent pas de payer des frais courants alors qu'à côté de ceux-ci, ils n'ont pas de crédit à rembourser⁹. Il n'est bien entendu pas exclu qu'une partie des ménages ayant contracté un crédit¹⁰ dispose de revenus trop faibles pour avoir accès aux biens et services vitaux et/ou nécessaires pour vivre dignement (logement, eau, énergie, soins de santé).

Effectivement, dans 26.5% des dossiers analysés en 2008, ce sera l'accident de vie (maladie, perte d'emploi, séparation, etc.) qui serait prioritairement, toujours selon le médiateur, à la base de l'endettement problématique. A ce titre, les pertes d'emploi qui frappent encore nos économies en ce début 2010 risquent de donner naissance à de nouvelles situations d'endettement problématique. Le mode de vie en décalage (dépenses excessives, recours abusif au crédit, etc.), quand à lui, n'apparaît que dans 15.5% des dossiers traités. Dans 14.36 % des dossiers, les difficultés de gestion expliquent la précarité financière du ménage.

⁵ Elles représentaient 18,8 % de l'ensemble des personnes consultant les services wallons en 2001 et 33,6 % en 2008.

⁶ En 2008, elles étaient présentes dans 71 % des dossiers (l'ensemble des dossiers ou ceux qui concernent la population dont question ci-dessus ?).

⁷ En 2008, elles étaient présentes dans 61,7 % des dossiers (même question que pour la note précédente).

⁸ En 2008, elles étaient présentes dans 54,9 % des dossiers (même question que pour la note précédente).

⁹ On peut également supposer que, pour une autre partie de ces ménages, l'impossibilité d'assumer ces charges courantes est imputable à des causes autres que le niveau trop faible de leurs revenus. Cette situation peut en effet être due à un événement imprévu ayant entraîné une augmentation importante des charges ou une diminution tout aussi importante des ressources financières, à des négligences ou à une mauvaise gestion de leur budget (voir ci-dessus).

¹⁰ En 2008, l'endettement était constitué partiellement de dettes dues à des établissements de crédit dans 64,4 % des dossiers et exclusivement de dettes dues à ce type de créancier dans 6,3 % des dossiers.

4°) Conclusions :

Au vu des tendances révélées par le rapport 2009 de la CCP, l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement estime qu'il est probable que la Belgique connaisse, actuellement, une croissance des situations d'endettement problématique, voire de surendettement. Cette affirmation trouve surtout son fondement dans l'augmentation du nombre de procédures de règlement collectif de dettes. Nous avons également montré que les emprunteurs défaillants avaient de plus en plus de difficultés à remédier à leur situation. Par ailleurs, le montant moyen des arriérés a augmenté de manière plus que significative entre 2008 et 2009.

Une part importante de personnes qui consultent les services de médiation de dettes ont des revenus particulièrement faibles par rapport aux charges de leur ménage. Pour ces dernières, une très légère altération des conditions financières peut suffire pour tomber dans la spirale du surendettement. Bien entendu, pour ces personnes, les conséquences de la crise économique actuelle risquent d'être douloureuses tant sur le plan économique que social.

Toutes les régions du pays semblent frappées par l'accroissement des difficultés financières d'une partie des ménages. Historiquement, la Région wallonne est plus durement touchée que la Flandre. Toutefois, nous avons mis en évidence un début d'évolution positive. Par rapport à la Flandre, le nombre de personnes en défaut de paiement évolue un peu moins vite en Wallonie. Toutefois, ces dernières années, le pourcentage des emprunteurs ayant connu un défaut de paiement a sensiblement diminué tant en Wallonie que dans les autres régions du pays. Les politiques mises en place en Région wallonne pour prévenir et lutter contre le surendettement et l'endettement problématique conservent cependant toute leur pertinence.